

Sommaire

REMERCIEMENTS	V
LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS	XIII
INTRODUCTION	1
1. POUR UNE SOCIOLOGIE DES POLITIQUES DE RÉFORME DE L'ADMINISTRATION	13
Définir les politiques contemporaines de réforme de l'administration, 14	
<i>Composante analytique : une politique générique d'intervention sur le système administratif</i> , 14	
<i>Composante historique : la remise en cause des formes d'administrations « bureaucratiques »</i> , 16	
<i>Composante sociologique : une concurrence entre acteurs centralistes pour le monopole du contrôle et de la régulation de l'État</i> , 25	
Analyser les réformes contemporaines de l'administration : approches classiques et problèmes épistémologiques, 30	
<i>Des explications par la « crise » des systèmes administratifs : la fausse simplicité de l'adaptation</i> , 32	
<i>L'hypothèse d'une « révolution intellectuelle » dans les manières de concevoir l'organisation administrative : critique de l'universalité du New Public Management</i> , 36	
<i>Des perspectives unidimensionnelles et uniséquentielles</i> , 38	
<i>Des approches parfois implicitement normatives en termes de « succès » et d'« échecs »</i> , 42	
<i>La redécouverte récente des rationalités à l'œuvre et des institutions</i> , 43	
Quatre concepts au cœur d'une démarche de recherche, 46	
<i>Identifier les formes d'intervention sur l'administration : les répertoires de réforme</i> , 46	
<i>Comprendre la construction des répertoires : une approche par les configurations de réforme</i> , 49	
<i>Expliquer la trajectoire française des politiques de réforme administrative : temporalités et institutions</i> , 55	

2. LE « SOUCI DE SOI DE L'ÉTAT » : L'IDÉAL D'UN GOUVERNEMENT RATIONNEL DE L'ADMINISTRATION (1962-1972)

61

La progressive mise en questions du paradigme planificateur dans les années 1960, 62

Un nouveau contexte économique et politique pour l'État, 62

Des institutions ministérielles transversales en quête de « centralité » et de « maîtrise », 65

La constitution d'une économie de l'administration au service d'une science du gouvernement de l'État, 73

Prévoir et optimiser les interventions publiques, 73

Mesurer la croissance de la fonction publique pour maîtriser l'État, 78

Circonscrire l'État dans les catégories des modèles macro-économiques, 83

L'administration, objet de connaissances. Des savoirs de sciences sociales au cœur des réseaux réformateurs, 87

Décrire la réalité administrative. La sociologie au chevet de l'administration, 88

L'administration, objet « discipliné » : la tentative de constitution d'une science administrative, 92

L'administration, objet de réforme : la reconversion libérale du Club Jean Moulin, 96

L'inscription des savoirs dans une politique publique et un programme politique : rationalisation des choix budgétaires et « nouvelle société », 99

La RCB, traduction institutionnelle du « souci de soi de l'État », 100

Les trois composantes du répertoire de réforme constitutif de la RCB, 104

La viabilité politique de la RCB : « nouvelle société » et réforme de l'État dans la construction d'une position de Premier ministre, 108

La résorption administrative, politique et professionnelle de la RCB, 113

La résorption administrative de la RCB : la solidité de la dimension décentralisée de l'État, 115

La résorption politique de la RCB : un Premier ministre empêché, 120

La résorption professionnelle de la RCB et ses effets sur les savoirs : la promotion du management, des outils de gestion et de la sociologie des organisations, 123

3. LE RÉFORMISME DES CONTRE-POUVOIRS : L'ADMINISTRATION AU JEU DE LA POLITIQUE (1972-1981)

127

La construction de l'administration en « problème public » : publicisation, socialisation, politisation, 128

La publicisation du « mal administratif », 128

La socialisation de la question administrative : les mobilisations convergentes d'entrepreneurs de réforme en faveur des administrés, 132

La politisation de la question administrative, 139

La viabilité politique de la défense des administrés face à la bureaucratie, 148

Le réformisme des contre-pouvoirs : une nouvelle marque politique cohérente, 148

Le réformisme des contre-pouvoirs au service d'une stratégie de distinction : des énarques en politique, 152

L'importance du contexte politique et administratif dans l'appropriation du réformisme des contre-pouvoirs, 154

Les traductions législatives du réformisme des contre-pouvoirs : donner des droits aux administrés, 158

Renforcer les droits des administrés : de l'action symbolique à la réglementation, 159

Les limites des lois favorables aux administrés : le poids des institutions et des garants du droit administratif, 167

La décentralisation, autre figure du réformisme des contre-pouvoirs, 175

Le développement sous contraintes du management public dans les années 1970, 180

Les formes discrètes de la politique de rigueur sur l'administration, 182

Le processus contraint de professionnalisation du management public en France dans les années 1970, 187

Les premiers investissements intellectuels des hauts fonctionnaires dans le management public, 195

4. QUE FAIRE DE L'ÉTAT ? LES CONTRADICTIONS D'UNE CONJONCTURE CRITIQUE (1981-1984) 205

Des dynamiques contradictoires sur l'administration : décentralisation *versus* réaffirmation du statut, 207

Que faire de l'État ? Les expertises des partis de gauche accédant au pouvoir, 207

Réformer le régime de la V^e République avant de réformer l'administration ?, 212

La re-forme de la fonction publique : l'extension du statut des fonctionnaires, 217

La solidité des règles historiques de la fonction publique : reproduction institutionnelle et effets de feed-back, 225

Le tournant néo-libéral discret de l'intervention budgétaire sur l'administration, 229

La formulation budgétaire du problème administratif, 232

Une politique discrète de rigueur budgétaire sur l'administration, 235

L'usage intensif du raisonnement en masse salariale, 239

La forme résiduelle et symbolique de la « réforme administrative », 243

Les usages politiques et symboliques de la réforme administrative, 244

Le prolongement des mesures en faveur des administrés, 246

La marginalité des expertises sur la forme « bureaucratique » d'administration, 248

5. LE COMPROMIS MODERNISATEUR (1984-1991) 255
- Effet d'indétermination et ouverture d'un espace de problématisation de l'efficacité administrative, 257
- Une situation d'ambiguïté*, 257
- Les manifestations de l'ambiguïté : l'efficacité de la machine administrative en questions*, 259
- Les fabriques d'un répertoire managérial modernisateur : un champ d'expertises au chevet de l'administration, 265
- Le succès de l'évaluation des politiques publiques*, 268
- Le tournant intellectuel du management public dans les années 1980*, 273
- Cercles de qualité et cabinets de conseil : humaniser la gestion publique*, 279
- L'appui d'une « mise en sens » théorique : la sociologie croziérienne*, 285
- La « mise en sens » des expertises : les modernisateurs de l'Association Services publics, 290
- Un vecteur d'intégration des idées réformistes dans l'État : l'Association Services publics*, 291
- L'intériorisation de la contrainte dans la construction du répertoire managérial modernisateur*, 296
- Appropriations politiques et consolidation institutionnelle du répertoire managérial modernisateur, 302
- La cristallisation du répertoire managérial modernisateur sous le gouvernement Fabius (1984-1986)*, 304
- L'échec annoncé d'une politique de rupture (1986-1988) : la consolidation institutionnelle du répertoire managérial modernisateur*, 310
- L'institutionnalisation de la modernisation : le Renouveau du Service public (1988-1991)*, 325
6. LA GENÈSE DE « L'ÉTAT STRATÈGE » OU L'INFLUENCE CROISSANTE DU NEW PUBLIC MANAGEMENT DANS LA RÉFORME DE L'ÉTAT (1991-1997) 341
- Trois processus d'accroissement des interdépendances de l'État, 344
- Dégradations budgétaires et réforme de l'État*, 344
- Le poids croissant de l'intégration européenne et la déstabilisation du modèle français de fonction publique*, 348
- Décentralisation et crise de l'État territorial*, 351
- La concurrence entre ministères transversaux pour l'imposition de nouvelles règles de réorganisation de l'État, 357
- Le paradigme réorganisateur selon le ministère de l'Intérieur : remédier à la décentralisation par la déconcentration horizontale*, 358
- Un importateur sous contraintes : la Direction générale de l'Administration et de la Fonction publique (DGAFP)*, 361
- La vision réorganisatrice de la Direction du Budget : repenser les hiérarchies pour mieux contrôler l'exécution de la dépense*, 366
- Luttes de pouvoir intra-étatique, enjeu d'intégration et concurrence des logiques de réorganisation*, 371

La fabrication d'un « modèle managérial d'organisation » : la main visible des hauts fonctionnaires, 372

La multiplication des « grandes » commissions de réforme de l'État, 373

L'émergence d'un nouveau modèle d'organisation étatique : l'État stratège et ses déclinaisons, 377

L'appropriation de la nouvelle gestion publique par les hauts fonctionnaires français, 382

Une politique de réforme de l'État : la tentation de l'architecte et les dilemmes de l'action collective, 388

Des signes avant-coureurs d'un « retour du politique », 389

La circulaire du 26 juillet 1995 comme « programme total » : l'appropriation politique de la réforme de l'État, 391

Le sens d'une appropriation politique : le répertoire néo-managérial réorganisateur en contexte, 395

Le Commissariat à la réforme de l'État : la production industrielle d'expertises réformatrices, 400

Les chaînes de dépendance de l'action collective : les limites du monopole de l'architecte et la revanche des acteurs centralistes, 403

Jeux bloqués, réforme publique, mesures discrètes : trois interprétations du répertoire néo-managérial réorganisateur, 413

7. RETOUR SUR LA TRAJECTOIRE FRANÇAISE (1962-2008) : CHANGER LES RÈGLES HISTORIQUES DE L'ADMINISTRATION BUREAUCRATIQUE ? 421

Tracer et expliquer la trajectoire des politiques de réforme de l'administration sous la V^e République, 422

Institutionnalisation, différenciation, sédimentation, 422

Les traits saillants de la trajectoire française de réforme, 427

Le poids des institutions « intégratrices » de l'administration française, 434

Les ressources limitées du Premier ministre au sein de l'exécutif, 439

Les formes complexes du changement institutionnel : les bénéfices d'une approche par les configurations de réforme, 442

Perspectives sur les chantiers en cours de la réforme de l'État (1998-2007) : changer les règles historiques du système administratif français ?, 446

La remise en cause d'une règle historique de l'administration française : la LOLF et les nouvelles modalités d'allocation, de gestion et de contrôle des crédits budgétaires, 447

Les causes d'une rupture du sentier de dépendance, 451

Les effets déstabilisateurs et les effets d'entraînement de la LOLF, 455

La réforme de l'État territorial, 459

Réformer la haute fonction publique ?, 463

Le tournant Sarkozy : l'appropriation politique du tournant néo-managérial ?, 469

CONCLUSION – LE « SOUCI DE SOI DE L'ÉTAT », NOUVELLE RATIONALITÉ POLITIQUE ?	475
ANNEXE – PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE D'ENQUÊTE ET DES MATÉRIAUX	479
BIBLIOGRAPHIE	491
INDEX DES PRINCIPAUX NOMS	513
INDEX THÉMATIQUE	517